

Sommaire :

Editorial

Quand la Justice devient sélective

Génocide Vendée : R.Secher
enfonce le clou

Surpopulation carcérale et moyens
judiciaires

Dettes publiques et courage politique

Cette jeunesse à reconquérir

Quelques impressions sur la
manifestation antinucléaire de
Rennes

Des primaires socialistes ou de la
faillite de la démocratie

Le paradoxe politique des Mauges

CR de la conférence de la 14
Octobre

Tous en marche contre la
Christianophobie à Rennes !

De la Crise Institutionnelle...

Si la crise économique semble être, à Odieuse, lamentable, cette raison, développée et (sur)exploitée nouvelle taxe n'est pourtant par les médias internationaux, il est qu'un énième exemple de notre pourtant atterrant d'observer le justice républicaine à deux silence de plomb sur la crise vitesses ! institutionnelle française, pourtant bien réelle et dramatique. Car si les Et cette crise institutionnelle, ce finances se présentent sous un jour dépôt de bilan républicain morose et noir, que dire des continue allègrement d'être passé institutions françaises ? sous silence...doublé par des scandales proxénètes ou des brassages d'airs européens !

Un pouvoir exécutif en échec, courcourté par une vision politique à Moins vendeur certainement. (très) court terme qui engendre une dangereuse frénésie réformatrice, Voilà où nous, royalistes, nous une pluie quotidienne de réformes devons faire entendre notre voix. plus aberrantes les unes que les autres. Voilà ce que nous devons dénoncer : nous devons mettre le

Un pouvoir législatif extrêmement l' échec républicain pour mieux l' échec républicain pour mieux faire ressortir la nécessaire restauration royale ! Nous devons rappeler aux français ce qu'est réellement la Politique, ce qui doit normalement guider tous les faits et gestes gouvernementaux :

Un pouvoir judiciaire vicié et pourri le Bien Commun et l'épanouissement de tous. par le jacobinisme républicain et son pendant laïciste. Que dire de la nouvelle taxe de 35 euros pour tout acte judiciaire ?

Quand la Justice devient sélective....

...la liberté s'amenuise et s'éteint inexorablement. Et c'est exactement ce qui est en train de se passer en France. Silencieusement, avec la fourberie et l'hypocrisie qu'on lui connaît, la gueuse vient de mettre en place une mesure qui instaure le règlement obligatoire d'un timbre de 35 euros avant de pouvoir lancer une quelconque procédure judiciaire. Ces frais, prévus dans l'article 54 de la Loi des finances votée le 29 juillet de cette année, devraient servir a priori à financer la réforme de la garde à vue et concernent tous les justiciables et toutes les juridictions, civiles, sociales, administratives et prud'homales.



Cette décision revêt pourtant un caractère hautement dramatique car, en instaurant une condition budgétaire à la Justice, la république s'assoit allègrement sur le droit naturel de Justice et de défense, intrinsèquement liés à la condition humaine.

Si cette somme peut paraître dérisoire pour les plus aisés d'entre nous, nombre de démunis ne pourront satisfaire ces frais prohibitifs, et abandonneront clairement leur droit de se défendre. Que dire du salarié qui, pour se défendre et aller devant les prud'hommes, devra en plus payer cet « impôt » judiciaire ? Que dire des plus démunis, ceux pour qui cette somme représente peut être une importante partie du budget alimentaire mensuel ? Pourront-ils se défendre ? Devront-ils choisir entre leur nécessaire défense ou leur tout aussi nécessaire sustentation ?

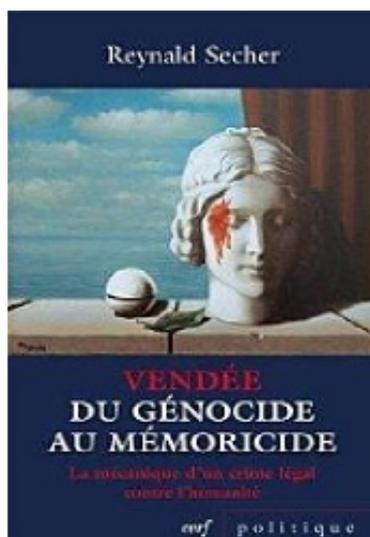
Mais cette aberrante mesure prend un tout autre sens quand elle s'ajoute aux autres exemples d'abandons de toute notion de justice par notre infâme république : elle participe à cette mise à l'encan de la justice française (pour reprendre le titre de l'article de François Vivarais), comme en écho aux suppressions de plus de 400 juridictions en 2010 et de 21 tribunaux de grandes instances depuis janvier 2011.

C'est l'abandon pur et simple de toute justice locale et universelle que la république met en place par cette « refonte » de la carte judiciaire, qui s'apparenterait plutôt à une vaste « centralisation » de la carte judiciaire. Il y a donc aujourd'hui des zones de « désertification judiciaire » où il n'y a plus de tribunaux : les justiciables doivent se rendre dans les grandes villes les plus proches pour pouvoir déposer des dossiers ou entamer des actions judiciaires. Le fameux timbre de 35 euros ne fera que catalyser cette « baisse artificielle des contentieux uniquement dû à l'abandon du justiciable à faire valoir ses droits ».

« Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la Justice » écrivait Montesquieu. Face à l'odieux silence médiatique et à la mollesse crasse des politiciens français, les royalistes doivent faire entendre leur voix et combattre avec la plus grande pugnacité ces atteintes au droit naturel de tout homme de se défendre ! Dans la lignée des conservateurs sociaux, de ces mêmes royalistes qui pendant des années prirent la défense des plus faibles et des plus démunis, les royalistes du XXI^e Siècle doivent s'élever contre cette république qui bafouent les droits les plus élémentaires ...

Génocide Vendéen : Reynald Secher enfonce le clou

On lui doit en 1985 : Vendée-Vengé, le génocide franco-français où, pour la première fois, le mot génocide est prononcé pour la Vendée de 1794. Aujourd'hui, avec « Du génocide au mémoricide », après des décennies de controverses, l'auteur apporte les preuves et détermine la date du début du génocide : loi du 1^{er} août 1793 confirmée par la loi du 1^{er} octobre 1793..



Voilà un livre qui va faire du bruit dans le Landerneau des historiens mais aussi dans celui des politiques. En effet, il avait toujours été suggéré que le Comité de Salut Public n'avait fait qu'entériner les décisions de Général Turreau, concepteur des Colonnes Infernales. Eh bien, non ! Avec ce livre, les preuves s'accumulent pour démontrer que le général n'est en fait que l'exécuteur des décisions prises par le gouvernement de la 1^{ère} République.

« J'ai trouvé par hasard aux Archives Nationales des documents inédits. Ce sont les archives du Comité de Salut Public qui furent, sous l'Empire, vraisemblablement rangées sans avoir été triées. Sur ces petits bouts de papier, les ordres d'extermination sont clairs et signés par Robespierre, Héraud, Carnot, Billaud-Varenne, Barère, Prieur ect.

J'ai pu photographier ces documents » raconte Reynald Secher qui publie en couleur ces simples « bouts de papier » qui sont à l'origine des flots de sang des enfants, des femmes déversés en Vendée.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur s'attache à montrer la volonté de tous les régimes issus de la Révolution d'effacer ces moments tragiques de la mémoire collective. On masque la vérité, on musèle ceux qui savent, on réécrit l'histoire en faisant des vendéens des criminels et les jacobins des vertueux. « On a tué la mémoire et c'est un crime qui devrait être classé comme crime contre l'Humanité » précise l'auteur qui estime que « le génocide Vendéen est la matrice de tous les génocides du 20^e siècle : Arménie, Juifs, URSS, Asie, Afrique. Tous ont étudié ce qu'il s'est passé en Vendée ».

Voilà un livre qui devrait remettre les pendules à l'heure, qui devrait interpeler aussi bien les historiens que les politiques qui, ne l'oublions pas, auront peut être le courage de faire remonter au dessus de la pile la proposition de loi de Lionel Luca, signée par plusieurs députés, pour la reconnaissance par la République du Génocide Vendéen.

« Vendée : Du génocide au mémoricide, mécanique d'un crime légal contre l'Humanité » de Reynald Secher, préface de Gilles-William Goldnadel, édition du Cerf, collection « Démocratie ou totalitarisme ». 448 pages, 24 €, cahier photos douleurs de 32 pages.

A commander sur le site des éditions Reynald Secher

Surpopulation carcérale et moyens judiciaires

Décidément, la république est un régime bien prompt aux décisions aberrantes et aux situations dramatiques... Depuis maintenant de nombreuses années, la population carcérale croît sans réelle évolution du nombre de places : conséquence évidente, la densité de population dans les prisons explose, en battant régulièrement des records, comme par exemple à Saint Brieu, dans les Côtes d'Armor, où la prison accueille 184 détenus pour...83 places, soit une densité de 221 % !



Ces situations dramatiques ne sont malheureusement pas nouvelles, et les promesses démagogiques de Mr Sarkozy ne sont que d'éminentes démonstrations de la sottise politicienne. Depuis 2006, la surpopulation carcérale ne cesse de se dégrader, sans qu'aucun politicien ne daigne y prêter attention : en 2006, 50 207 places pour 60 771 écroués (121 % de densité) ; en mars 2007, 50 393 places pour 62 204 écroués (123 %) : en Juillet 2008, 64250 détenus pour 50 650 places soit une densité de plus de 128 %, record absolu....

Si les années 2009 et 2010 avait vu un court replis de cette densité de population (nous sommes à 115 % en 2011), les disparités, notamment entre les maisons d'arrêt, ne cessent de se creuser : si 56 maisons d'arrêt présentent des taux d'occupation entre 100 et 150% et 14 entre 150 et 200%, 5 présentent un taux de plus de 200 % !

En tête du palmarès, on peut évoquer des situations dramatiques comme celle de la maison d'arrêt de Tours, dont le taux d'occupation est de 255 %, soit 40 places à partager entre 100 détenus.

Cette surpopulation carcérale soulève deux véritables questions : les moyens (bâtiments et personnels) mis en oeuvre pour les applications de peines et surtout les moyens judiciaires pour faire diminuer le nombre de prévenus occupant des places dans les prisons.

Et cette dernière question prend une toute autre dimension à l'heure de l'actuelle refonte de la carte judiciaire : moins de tribunaux locaux, moins de personnel donc inéluctablement moins de jugements. Et il faut noter que le nombre de prévenus (en attente de jugement) est considérable : plus de 15700 personnes attendent patiemment leur jugement, et il apparaît évident que leur nombre continuera de grimper si la république continue sa centralisation judiciaire...

Redonner de véritables moyens, financiers et mobiliers notamment, à la justice doit être une priorité pour l'avenir de la France, car cette situation carcérale dramatique est une véritable bombe à retardement. Déjà en juillet de cette année, les tribunaux de Dunkerque avaient reportés toutes les incarcérations pour "manque de place" dans les prisons... Devra t'on voir une généralisation de ces reports avant que nos politiciens daignent se pencher sur la question ?

Dettes publiques et courage politique...

François de Closets, journaliste et écrivain de renom, s'est récemment fendu d'une belle interview dans le journal France Soir, sous le titre à peine provocateur « Aujourd'hui, nous payons trente cinq ans de mensonges... ». Fustigeant la démagogie purulente de notre caste politicarde, l'écrivain tente d'éclairer l'actuelle crise économique en pointant du doigt l'une de ses principales causes : l'absence totale de courage politique des derniers gouvernements républicains.



Pour étayer son point de vue, le journaliste s'appuie sur quelques arguments imparables : du non-remboursement de la dette en 1997 par pure démagogie aux largesses chiraquiennes des années 2000 en passant par l'affaire de la « cagnotte » de 1999. Fort d'un raisonnement étayé et complet au premier abord, François de Closets veut mettre en exergue l'importance cruciale d'un véritable courage politique lors des futures élections présidentielles de 2012, ce qui à l'évidence n'apparaît nullement dans les actuelles mesures des présidentiables... « Halte au clientélisme et aux bons sentiments ! »

S'il pointe à raison les faiblesses de nos politiciens, il est fort regrettable de constater que François de Closets ne pousse pas assez son raisonnement politique et économique.

Au niveau politique, il est évident que les mesures qu'il propose, telles que la suppression des niches fiscales, la surtaxe des hauts revenus ou l'encadrement du droit de grève, ne verront jamais le jour au sein de notre république, pour deux raisons : l'instabilité gouvernementale et la faiblesse politique inhérentes à notre actuel système démocratique.

La Démagogie et la Xylologie ont depuis longtemps renvoyé aux vestiaires le courage et l'abnégation. Faut-il s'en étonner ?

Le quinquennat a réduit à néant tout espoir de stabilité politique, de vision réformatrice à long terme et de courage politique. Quel gouvernement républicain se couperait l'herbe sous le pied avec des réformes si impopulaires ? Quel gouvernement républicain se tirerait une balle politique en mettant en œuvre « ces décisions radicales » (dixit F.de Closets) ? A l'évidence, aucun.

Au niveau économique, revenir sur le taux de dépenses publiques par rapport au PIB remet en cause la Loi de Wagner qui pose que « le développement économique s'accompagne toujours d'une hausse des dépenses publiques ». De cette loi découle l'axiome quasi-dogmatique actuel de « l'Etat, source de développement économique », revêtant la forme d'un véritable casse-tête économique pour l'actuel gouvernement, qui oscille entre la nécessaire austérité budgétaire et l'incontournable dépense publique.

Firmin Bacconnier écrivait dans son article Les Assurances Sociales, en 1923 : « Poser l'assistance comme principe de l'ordre économique et social, est une grosse erreur. On tue ainsi cet esprit de prévoyance et d'épargne, qui est à la base du développement économique, du progrès social et de l'affranchissement des personnes. L'assisté dépend de celui qui l'assiste. Il n'est pas libre : Assistance, c'est sujétion. Cela présente des avantages pour un gouvernement électif, qui trouve ainsi chez les assistés des électeurs dociles. Mais pour le pays les inconvénients sont immenses. »

François de Closets a donc, dans cet interview, amorcé une réflexion de fond sur les intrinsèques défauts de la république. Par peur de la conclusion sans doute, il ne l'a pas fini... Pourtant, en reprenant là où il s'est arrêté, il apparaît clairement que c'est le système républicain lui-même qui est intrinsèquement défaillant, par l'instabilité gouvernementale et l'assistantat économique qu'il implique, par la faiblesse politique et la démagogie qu'il entraîne.

Cette Jeunesse à reconquérir...

La jeunesse a toujours été considérée dans les sociétés modernes comme une classe à part, une catégorie sociale certes indispensable mais si imprévisible, si impétueuse, si incontrôlable ! Adulée et cajolée par l'actuel consumérisme de notre civilisation, elle n'en est pas moins politiquement et socialement manipulée par la gauche qui y voit non pas de jeunes individus à épanouir, mais un ensemble de moutons à mener (nous ne rappellerons pas le pitoyable appel à la rue lancé par S.Royal il y a moins d'un an par exemple).



Pointée du doigt par les médias, rongée par la pourriture morale républicaine, la jeunesse française n'est plus aujourd'hui ce « goût pour l'aventure sur l'amour du confort » chère au Général Mac Arthur, mais bien l'ombre d'elle-même, se vautrant et se répandant allègrement dans la fange consumériste que la république lui offre chaque jour. Le lamentable « week end d'intégration » de l'INSEEC-Bordeaux n'est malheureusement qu'un triste exemple de l'état de décrépitude de la jeunesse ...

Pourtant, c'est bien là que le combat royaliste doit trouver son écho, c'est chez cette jeunesse française que les royalistes doivent militer, susciter cette « générosité et cette force » caractéristiques de l'esprit jeune.

Albert de Mun proclamait dans un discours de 1876 : « Dieu, Messieurs, a mis dans la jeunesse tout ce qui fait les grandes choses, l'enthousiasme, la force et la générosité. Elle est, dans une nation, comme la sève qui parcourt les rameaux d'un grand arbre et qui porte aux extrémités l'épanouissement d'une verdure toujours renaissante, en même temps qu'elle conserve au tronc la vigueur et la fécondité : les oeuvres où elle n'entre point sont frappées de stérilité, et celles d'où elle s'est retirée se dessèchent et s'en vont en poussière. Mais parce qu'elle a reçu de Dieu ce don particulier et cette marque singulière de sa prédilection, elle est aussi, de la part de l'esprit du mal, l'objet des plus ardentes convoitises et des attaques les plus passionnées ; en sorte qu'elle doit nous être doublement chère, et par le bienfait qu'elle nous apporte et par les dangers auxquels nous l'arrachons, et que c'est à la fois la servir et servir notre Oeuvre que de nous attacher à faire sa conquête. Admirable mission et qui nous oblige en conscience ! »

Le Royalisme se meurt de délaisser la jeunesse, de la dénigrer en lui préférant la facilité et le militantisme « de salon ». Quid de cette jeunesse royaliste qui, alors que les bruits sourds des républicains résonnaient, entonnait des cantiques et avançait aux cris des « Vive le Roi ! » ? Quid de cette génération Maurras qui, si on lui avait demandé de déplacer des montagnes, l'aurait fait sans sourciller, le sourire aux lèvres, heureuse de se battre pour son idéal ?

Royalistes, voilà où est l'avenir de notre cause, dans cette jeunesse perdue, pervertie par le consumérisme et l'individualisme républicain. Sortons de notre timidité et de notre confort, sortons de notre torpeur pour aller au devant de ces jeunes qui ne demandent que cela !

« Vous êtes aussi jeune que votre confiance en vous même, aussi jeune que votre espoir, aussi vieux que votre doute et votre abattement » Général Mac Arthur

Quelques impressions sur la manifestation antinucléaire de Rennes

par Jean Philippe Chauvin

Samedi dernier, j'étais à Rennes pour animer une réunion de l'Action Royaliste Rennaise sur « la crise », conférence sur laquelle je reviendrai et qui aura une suite d'ici la fin de ce mois d'octobre.



Mais il y avait le même jour une manifestation antinucléaire d'ampleur nationale, avec la présence de quelques candidats de gauche et d'extrême-gauche à la prochaine élection présidentielle : les calicots et les drapeaux claquaient au vent, les slogans se mélangeaient aux musiques déversées par des sonos saturées, c'était le grand raout festif et revendicatif d'une gauche qui, en ces temps de crise et en ses doutes profonds, cherche à se reconforter et à se prouver qu'elle a encore un poids face à un Système dont le sens véritable, souvent, lui échappe, faute de sortir de ses habitudes et de ses tabous : cette gauche qui, tout compte fait, préférerait une alternative plutôt qu'une alternance, devrait lire Michéa et relire Proudhon, et se plonger dans Bernanos et « La France contre les robots »... Cela lui éviterait quelques désillusions futures et lui permettrait d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion comme d'action !

Si la manifestation semblait calme mais déterminée, quelques banques et agences immobilières ou d'assurances en firent les frais : murs décorés de slogans drôles ou vengeurs, distributeurs recouverts de peinture, ouvertures sabotées, etc. En fait, cela s'est fait dans une grande indifférence, au point que les façades des agences sont toutes restées dans cet état peu glorieux le soir du samedi et toute la journée du dimanche, voire, d'après des amis rennais contactés il y a quelques heures, tout le lundi ! Comme si les établissements visés ne se sentaient pas concernés par l'exaspération qui monte dans tous les milieux à l'égard des jeux financiers et d'une spéculation peu favorable à une activité économique équilibrée et juste pour tous, et qu'ils n'avaient pas jugé nécessaire de déplacer une agence de nettoyage pour ces quelques déprédations, plus visibles que vraiment méchantes... Ces vitrines maculées intriguaient bien les passants, mais sans autre chose qu'un haussement d'épaules, dans la plupart des cas.

Durant cette manifestation, des groupes « radicaux » (dans la posture, semble-t-il, plus que dans la rigueur de la réflexion...) ont apposés des milliers d'autocollants, parfois contradictoires les uns des autres ou revendiquant « la » révolution, la vraie, celle qui est plus « révolutionnaire » que les autres... Cet assemblage coloré des sigles pouvait faire la joie des collectionneurs ou des « entomologistes politiques » (quelques espèces rares se retrouvant dans ces grandes démonstrations) et j'avoue faire partie de ces observateurs curieux des groupes « minoritaires » qui, pour certains, ne sont pas forcément inintéressants, à défaut d'attirer du monde ou les pensées.

Quelques impressions sur la manifestation antinucléaire de Rennes (suite) par Jean Philippe Chauvin

Et les royalistes, là-dedans ? Après tout, certains d'entre eux sont, depuis toujours, des adversaires de l'atome et je me souviens de cette voiture d'un vieux militant d'Action Française d'à côté de Loudun qui arborait fièrement sur la vitre arrière la fleur-de-lys et le soleil rouge des antinucléaires, et cela en 1983, lors de l'Université d'été monarchiste d'AF ! Mon ami Frédéric Winckler, ce fidèle Camelot du roi qui préside aux destinées du Groupe d'Action Royaliste, ne cache pas non plus son hostilité à l'énergie nucléaire et y a consacré une belle série d'articles dans l'ASC (Action Sociale Corporative, revue sociale monarchiste) après le drame de Fukushima. Petite anecdote : près du lycée Emile Zola, des manifestants de samedi n'ont pas hésité à apposer des autocollants antinucléaires à côté de papillons royalistes, ce qui donnait l'impression curieuse que des monarchistes avaient participé au grand barbouillage général des lampadaires et des poteaux indicateurs du centre-ville... A moins que quelques fidèles chouans se soient glissé dans le cortège, ce qui n'est pas impossible !

Pour ma part, je pense qu'il est effectivement temps de préparer une sortie ordonnée du nucléaire, mais en étant conscient que cela ne peut se faire que par un changement radical des attitudes et des habitudes de consommation. Or, je doute que les nombreux manifestants de l'autre samedi soient prêts à cette réduction de leur « niveau de vie énergétique »... Je crains que la posture de certains ne soient qu'une forme d'imposture ! Pourtant, il y a dans cette « révolution des comportements », qui atteint à l'essence même de la société de consommation, une forte nécessité mais aussi une autre manière d'aborder ce que l'on appelle communément « la crise » : en privilégiant la sobriété, on peut éviter l'austérité et ses frustrations, dangereuses à plus ou moins long terme. Mieux vaut une sobriété responsable et assumée qu'une austérité obligatoire imposée par le Pouvoir (économique ou politique) et souvent désespérante pour qui s'en sent la victime !

Jean-Philippe Chauvin

Soutenez l'URBVM en affichant vos idées !



- 74*105 mm : 4 euros les 10 ; 7 euros les 20 ; 10 euros les 30

- 105*148 mm : 5 euros les 10 ; 8 euros les 20 ; 12 euros les 30

Envoyez votre commande sur urbvm@hotmail.fr et soutenez la cause royale !

Des primaires socialistes ou de la faillite de la démocratie

Les jeux sont faits. M. Hollande est désigné comme candidat du peuple français pour battre M. Sarkozy en 2012. Ce même peuple choisira de nouveau son chef de l'Etat le 6 mai prochain. Voudra-t-il se débarrasser de celui qui a été élu, on s'en souvient peut-être revêtu d'une espérance peu commune. L'espérance est une belle vertu en ce sens qu'elle ne saurait s'épuiser si tant est que ce qui la nourrit ne puisse décevoir. Il est évident que M. Sarkozy a déçu.



Comment en aurait-il pu être autrement ? Les précédents messies de la République ont déçu de la même manière, Chirac en 1995 et Mitterrand en 1981. Et pourtant l'un et l'autre ont été réélus. Sans espérance, sans enthousiasme par une sorte de résignation. J'omets l'espérance incarnée par M. Giscard d'Estaing ? Peu seront ceux qui me le reprocheront tant on a oublié en quoi espérait le peuple qui l'élit en 1974. M. Hollande s'il gagne en 2012, ce qu'à Dieu ne plaise, décevra à son tour. Comment le peuple de France peut-il se laisser berner à chaque élection ? Comment peut-il croire qu'un homme de son propre chef puisse résoudre ses problèmes. Le peuple attend un chef et se croit assez puissant, fort de son bulletin, pour se le choisir. M. Hollande a obtenu cinquante six pour cent des suffrages sur deux millions huit cent mille électeurs. Les électeurs qui se sont prononcés aux primaires représentent quelques six pour cent du corps électoral ce qui fait que les cinquante six pour cent de M. Hollande représentent un peu plus de trois et demi pour cent de ce même corps.

La voilà la démocratie ! Les représentants de la droite ont voulu faire parler les chiffres mais la cause était entendue, les primaires socialistes étaient en soi un grand succès démocratique.

Pourquoi tant de gens n'ont pas voté ? Peut-être parce que le pays réel pour reprendre la vieille distinction de Charles Maurras ne se sent pas concerné par les « valeurs » de la gauche et qu'il a refusé de signer une charte d'engagement pleine de bons sentiments apparents mais qui met bien en avant le pire de ce que la République nous a imposé : solidarité au lieu de charité, laïcité au lieu de liberté religieuse, le progrès au lieu de la libre entreprise. Peut-être aussi parce que le peuple ne voulait pas verser son obole à un parti déjà grassement payé par l'Etat sur le dos du contribuable qui ne sait pas pourquoi il doit verser tous les ans de l'argent à l'Etat sur des biens fonciers qui lui appartiennent et pour lesquels l'Etat n'est rien. Quoi qu'il en soit, grâce à M. Hollande la France sera bientôt débarrassée de M. Sarkozy jusqu'à ce que en 2017 quelqu'un nous débarrasse de M. Hollande et qu'un 2022 un autre nous débarrasse du dernier impétrant élyséen. Au XVIème siècle, Etienne de la Boétie appelait cela « la servitude volontaire ».

Mais désormais nous sommes libres de nous choisir notre tyran, aussi mou soit-il ! Voilà ce que répondent parfois les philistins de la démocratie absolue. La belle affaire ! Quel progrès ! N'aie crainte, peuple éclairé, ton tyran mou te laissera manifester ton mécontentement dans les rues à la moindre occasion. En vitupérant dans la rue comme un gosse capricieux tu ne lui feras que mieux allégeance. Peuple aveugle, peuple innocent, jusques à quand te laisseras-tu trompé ? Crois-tu, beati pauperes spiritu, qu'un homme a le pouvoir de sa propre vertu de résoudre tes problèmes ? Combien de temps encore renonceras-tu à la Liberté pour engraisser les feudataires de ce système pourri ? N'as-tu pas assez d'yeux pour pleurer ? Non. Tu en redemandes, tu n'es toujours pas dégoûté des illusions qui te font croire que tu es libre quand l'Etat t'enfonce un peu plus chaque jour dans le matérialisme, la consommation, l'assistanat et qu'il ne cesse de contrôler jusqu'aux moindres détails de ta vie. Peuple de France, relève-toi et pour être libre, libère toi de ces roitelets qui t'accablent. Secoue les chaînes de ton aliénation et use de ta raison. Tu verras que d'autres voies de justice, de grandeur et de Liberté s'ouvrent à toi.

Du paradoxe politique des Mauges par Henry Renoul

L'occasion des sénatoriales et de la nouvelle carte des intercommunalités vient de relancer les affrontements politiques dans les Mauges et le Choletais, même si ce regain de tension s'habille de considérations gestionnaires et de défense des intérêts locaux.



Les deux circonscriptions législatives qui couvrent la presque totalité des Mauges envoient depuis de nombreux mandats des personnalités affirmées – Hervé de Charette, ancien ministre et maire de Saint-Florent-le-Vieil et Gilles Bourdouleix, maire de Cholet et président du CNIP – dont les prises de position et les engagements nationaux sont parfois inattendus. Tous deux issus de l'ancienne UDF, tous deux anciens adhérents de l'UMP, tous deux hostiles au centrisme de type « Bayrou », tous deux plutôt marqué par des positions « de droite »... Tous deux derrière Jean-Louis Borloo par défiance envers Sarkozy qui ne leur a rien offert : Charette espérait la présidence de la Commission des Affaires étrangères, Bourdouleix un secrétariat d'Etat... Tous deux enfin en opposition larvée ou frontale avec Christophe Béchu, le président du Conseil général candidat tous les ans à un mandat qu'il est ensuite obligé de quitter : 2008 les Municipales d'Angers, 2009 les Européennes, 2010 les Régionales, 2011 les Sénatoriales, 2012 ?

La tradition politique des Mauges et du Choletais, depuis la guerre 39-45, c'est le centrisme, version MRP, JAC, CFDT, mâtiné d'humanisme, d'environnementalisme, de progressisme discret. « Pour faire carrière dans les Mauges, il faut commencer à la gauche modérée pour se faire remarquer puis se présenter au centre pour être élu

par des électeurs de droite » confieraient volontiers ceux qui ont réussi : Christian Gaudin, Louis Chouteau, Jacques Hy, Roger Chevalier ou le défunt Jean Huchon. Dernier avatar de cette situation paradoxale : une enquête de notre confrère « Le Courrier de l'Ouest » sur les maires qui accepteraient de marier des personnes du même sexe : beaucoup plus nombreux que leurs électeurs qui n'oseront pourtant pas les sanctionner.

La constitution des listes sénatoriales a permis aux députés de revenir sur le devant de la scène : Hervé de Charette, investi par le Nouveau centre – en 2007, Laurent Gérard son patron en Maine-et-Loire avait cherché à lui souffler sa circonscription – a suscité immédiatement la colère de Christian Gilet, 1er vice président du Conseil général qui a décidé de monter sa propre liste centriste. A droite, Christophe Béchu a embarqué Catherine Deroche, ancienne présidente du Comité de soutien à Hervé de Charette et André Martin, président du Pays des Mauges qui ambitionnait en 2010 une carrière régionale sinon nationale. A noter que Catherine Deroche n'est sénatrice que depuis la nomination de Christian Gaudin comme préfet des terres australes... Du coup, Hervé de Charette renonçant par prudence, Gilles Bourdouleix, considérant les Mauges et le Choletais sous-représentés à la Haute Assemblée, envisage sa propre candidature. Et pour faire bonne mesure, il souhaite le rattachement du Choletais à la Vendée ! Et Hervé de Charette propose de mettre sur pied les Etats généraux des Mauges en sabrant au passage le Syndicat de Pays, structure archaïque présidée par André Martin.

Des députés de droite, des électeurs majoritairement de droite et une classe politique intermédiaire entre la gauche, les écolos et les centristes, les Mauges et le Choletais en pleine schizophrénie politique qui ne se guérirait que par la victoire par KO des uns ou des autres. Reste de belles et paradoxales empoignades à venir entre les élus que les électeurs suivront « en n'en pensant pas moins ».

Compte rendu de la Conférence du 14 Octobre 2011

Le 14 Octobre 2011 au château de la Gobinière à Orvault, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire a invité Mr Hilaire de Crémiers, tout son sens à l'adage maurassien, Politique Directeur de Politique Magazine, pour intervenir sur la crise institutionnelle et financière française, vaste sujet complexe et cruellement d'actualité.

Dans un premier temps, Mr de Crémiers s'est donc attelé à décortiquer et à exposer l'ampleur de la crise économique internationale, démontrant avec une rare clairvoyance ses dramatiques conséquences sur les économies nationales.



Du défaut de solvabilité des états à la déroute de la Banque franco-belge Dexia en passant par l'élargissement du Fonds Européen pour la Stabilité Financière, le conférencier a donc expliqué à l'assistance l'état économique des lieux et les vains efforts européens pour endiguer cette crise systémique internationale. Il a par ailleurs également égratigné les nombreuses chimères européennes, de la formidable illusion « d'un axe Paris-Berlin » d'un jeune Baroin à l'intouchable AAA de la France. Mr de Crémiers s'est même permis de poser une réflexion philosophique extrêmement intéressante sur cette crise économique, en soulevant une possible crise ontologique même,

Si cette première partie de conférence se révélait intéressante et instructive, la seconde allait donner tout son sens à l'adage maurassien, Politique d'abord !

En effet, la crise économique et financière que traversent actuellement les états du monde a une particularité en France : elle arrive conjointement à une crise institutionnelle grave et prévisible depuis de nombreuses années. L'année 2012, électorale et donc creuset de l'arrivisme politicien, verra également l'arrivée du « mur de la dette », rempart infranchissable de dettes arrivées à maturité pour des états devenus insolvables. Comme le conférencier le dira d'une admirable manière : « Les prochaines élections présidentielles reviendront à choisir le prochain syndic de faillite ! ».

Mr de Crémiers pointa également du doigt l'absence totale de réelle décision souveraine en politique, la constante et insupportable mise en avant de l'ego et de l'individualisme dans une société en pleine crise morale. En clair, la France se meurt de l'absence de réelle politique, de véritable chef et d'unité : comment ne pas voir dans cette crise institutionnelle un contexte favorable à un avènement royal ?

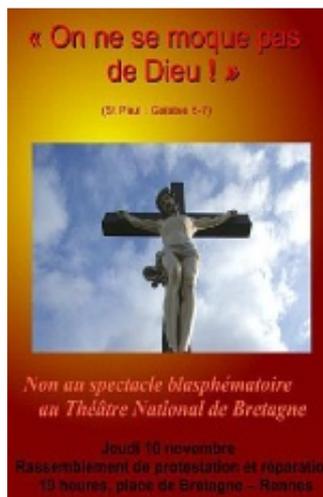
En bref, cette soirée fut mémorable sur bien des points, et porteuse de beaucoup d'espoirs pour l'avenir de notre association.

Avis aux absents et aux curieux : cette année, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire organisent de nombreuses activités, de Nantes à Vannes, donc n'hésitez pas à prendre contact avec vos responsables locaux et ensemble, faisons avancer la cause royale et faire entendre la voix royale dans cette France en pleine crise morale, financière et institutionnelle !

Pour que vive la France, vive le Roi !

Tous en marche contre la Christianophobie à Rennes !

L'URBVM appelle tous ses amis à participer à la marche pacifique de protestation qui aura lieu le 10 Novembre 2011 à 18 h 30 sur la Place de Bretagne à Rennes, à l'initiative de l'Institut Civitas de l'Ouest, en réaction aux déversements scatologiques « Sur le concept du visage du Fils de Dieu », aberrants délires d'une heure et demie sur la représentation du visage du Christ.



Echo des manifestations parisiennes, cette marche tend à dénoncer pacifiquement les atteintes récurrentes contre la Foi Chrétienne et la banalisation des injures, calomnies et quolibets contre la Foi d'une majorité de français. Il ne s'agit donc pas ici de juger la Foi des gens présents mais leur bon sens et leur cohérence : est-il logique qu'au sein d'un régime qui a consacré la fraternité comme idéal et le respect comme vertu, la Foi chrétienne soit allègrement bafouée sans avoir même le droit de se défendre ou de protester ? Est-il même sain qu'un régime cautionne ce lynchage religieux, soutienne et protège les véhéments pourfendeurs de la Foi chrétienne, bâtisseur de la France et inébranlable pilier de son identité ?

En Bretagne, cette marche de contestation prend également un tout autre sens : la Patrie de Sainte Anne, Saint Yves et Saint Malo laissera t'elle sa Foi être ainsi dénigrée sans réagir ? La Bretagne, qui a vu naître la Reine Anne, les « Doué ha mem Bro ! » (Dieu et ma Terre !) des Chouans, tant de pèlerins aller au Mont Saint Michel, marcher sur le Tro Breizh ou prier à ses innombrables pardons, cautionnera t'elle ces sempiternelles injures ? N'oublions pas le rôle essentiel de la Foi chrétienne, par l'intermédiaire des sept saints fondateurs, dans la création même de la Bretagne !

Mais cette marche se doit d'être exemplaire : la charité doit s'opposer à la violence et à la haine, les prières doivent répondre aux injures et aux calomnies, le courage doit répondre à l'hypocrisie. C'est par notre exemple que nous ferons tomber ce mur de haine, c'est par notre courage que nous ébranlerons cette Tour de Babel christianophobe, et non en nous vautrant dans la violence gratuite et les haines nihilistes.

Des évêques ont d'ailleurs condamné cette « œuvre », comme Mgr Aillet, Mgr Aumonier ou Mgr Aubertin, condamnations que vous pouvez lire sur notre blog.

Alors, tous à Rennes le 10 Novembre 2011 ! Doué ha mem Bro !

Un article à proposer ? Des talents à exploiter ? Prospectives Royalistes de l'Ouest a besoin de vous !
N'hésitez pas à nous envoyer vos articles, vos impressions, vos dons, vos remarques ou vos encouragements sur

prospectives@live.fr